



Profitons de nos congés payés !

**Le droit aux vacances est un droit pour toutes et tous : il est temps d'avoir les moyens de se réapproprier nos congés !
Les vacances ne sont pas un luxe, elles sont un droit !**

Une conquête sociale arrachée de haute lutte par le mouvement ouvrier, notamment avec les congés payés de 1936 : quinze jours dont douze ouvrables (loi du 20 juin 1936).

Pourtant, même si nous pouvons toutes en bénéficier, ce droit fondamental est aujourd'hui bafoué, vidé de sa substance, réservé à une minorité de salariées. En effet, une partie de la population écourtée la durée de ses vacances, et plus de 40 % de la population est privée du droit de partir en vacances !

La lutte pour la réduction du temps de travail continue et des conquêtes sont obtenus :

- dix-huit jours ouvrables (1956) ;
- quatrième semaine de congés payés (1968) ;
- cinquième semaine (1982).

Pourquoi ce recul du droit au départ en vacances ? (voir [la suite en ligne](#))

La majorité des sénateurs a voté pour le vol du 1er mai, seul jour de congé chômé et payé !

Comme dans 24 autres pays d'Europe, la journée férie du 1er mai est exceptionnelle car elle commémore la journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs, depuis plus de 100 ans et les manifestations mortelles, notamment en France avec la fusillade sanglante de travailleurs à Fourmies le 1er mai 1891. Remettre en cause le principe de cette journée, c'est remettre en cause 100 ans d'histoire de lutte sociale pour la réduction du temps de travail.

(voir [la suite en ligne](#))

SOMMAIRE

Page 1 : Nouvelles de la DGFip

Page 2 : Le coin des cadres et techniciens avec l'UGICT-CGT

Page 3 : Le coin du collectif aubois de la fonction publiques avec l'UFSE

Pages 4 à 5 : Accepter le recul de la puissance d'agir du syndicalisme ou le refonder ?

Page 6 : Le Sommet de l'OTAN consacre le réarmement mondial

ALAN, nos données médicales et personnelles ne sont pas à vendre !

Le ministère tente de nous rassurer sur les garanties apportées par ALAN en matière de protection des données individuelles. Mais nous avons le droit de nous inquiéter quand ce même traitement de données repose sur une infrastructure.....comme Amazon ! Où se nichera cette confidentialité des données numériques touchant au plus intime de la vie des agents actifs et retraités ? Nos inquiétudes sont de plus étayées par le fait que les fichiers RH seront partagés entre SIRHIUS et ALAN.

A ce jour, à part nous vanter des frais de gestion très bas, basés essentiellement sur un portail numérique, nous sommes sans nouvelles de la localisation des plate-formes téléphoniques (France, ou Tunisie ?)

Ajoutons que le modèle virtuel et numérique d'ALAN va fragiliser encore plus les agents et ayant-droits en situation de handicap visuel et les retraités, ainsi que celles et ceux souffrant d'illectronisme.

Enfin plus techniquement devant ce flou total, quelle entreprise développera les outils numériques d'ALAN ? Quelles sont les possibilités d'accéder en production aux données de santé ? Sont-elles chiffrées ? Si oui lesquelles ? Ou se situent les sauvegardes ? Est-ce que les contrats comprennent des clauses très claires sur la protection des données ? Etc.. De nombreuses questions restent en suspens, auxquelles le ministère refuse toujours de répondre.

Nous invitons celles et ceux qui n'auraient pas encore signé la pétition en ligne, à le faire : <https://chnng.it/nSWyVW9pxv>

Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
<https://10.cgtfinancespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr

MANAGER AUTREMENT N'EST PAS JUSTE POSSIBLE : C'EST VITAL !

De plus en plus de managers sont empêchés de... manager. Pris en étau entre des objectifs financiers inatteignables et des organisations éclatées, ils se retrouvent dépossédés de leur rôle premier : organiser le travail et permettre de bien travailler.

Les managers deviennent courroies de transmission en exécutant des décisions prises ailleurs, souvent à l'encontre du réel et parfois préjudiciables à la santé des travailleurs. Ils gèrent les plannings, les sous-traitants, les tableaux Excel, les conflits... Mais sans pouvoir d'agir ni sur le contenu du travail ni sur les choix stratégiques. Dans un monde du travail bousculé par l'intelligence artificielle, le télétravail, l'urgence environnementale, la financiarisation et le modèle start-up, beaucoup se sentent pris entre le marteau des objectifs et l'enclume du terrain.

Plus qu'ailleurs, des pratiques verticales et hiérarchiques

Selon un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), les résultats de la France dans le domaine du management sont « médiocres », marqués par des pratiques très « verticales et hiérarchiques », une reconnaissance du travail beaucoup plus faible que dans les autres pays étudiés et une formation des managers « très académique et peu tournée vers la coopération ». Sans en partager toutes les préconisations, celles qui plaident pour une meilleure reconnaissance de la démocratie dans l'entreprise – à commencer par davantage d'écoute et plus de pouvoir pour les représentantes du personnel (notamment dans les conseils d'administration et de surveillance) – sont à saluer.

Portées de longue date par l'Ugict, ces propositions font écho aux derniers baromètres « Opinions et attentes des professions techniques et intermédiaires » : 47 % des sondés y affirment que la préservation de la démocratie comme la lutte contre les atteintes à l'État de droit sont des défis à relever. Ils et elles sont 59 % à estimer que leurs employeurs ne les anticipent pas, alors que ces défis auront un impact dans le futur du travail. Pour ces professions comme pour les cadres, le déficit démocratique se vit au quotidien, si bien que 58 % souhaitent disposer d'un droit d'alerte et de refus dans l'exercice de leurs responsabilités.

Jamais le besoin d'un management plus humain, attentif aux réalités du travail, soucieux de sens n'a été aussi fort ! Le changement passera nécessairement par la prise de pouvoir sur le contenu du travail. Il faut sortir de la logique de la performance financière pour établir celle de la responsabilité économique, sociale et environnementale sur la base de la coopération, du respect des femmes et des hommes, et de la préservation des ressources terrestres. Le management ne doit pas être une technique d'optimisation et/ou de division des travailleurs et des travailleuses, mais une pratique sociale... collective.

C'est pourquoi l'Ugict-CGT porte l'idée d'un management alternatif qui renforce le collectif de travail et le travail d'équipe, respecte l'expertise et la technicité, ainsi que les déontologies et identités professionnelles. Permettre à chacun et chacune de jouer son rôle contributif implique de donner une vraie autonomie aux managers, de veiller à leur formation continue, de valoriser le management dans le parcours de carrière tout en accordant une place importante à la prévention, au débat contradictoire et à la transparence. Voilà les bases d'un management qui protège plutôt qu'il n'épuise ! Manager au XXI^e siècle n'est donc pas une mission impossible. C'est un choix de société à gagner ensemble, pour permettre à chacun et chacune de faire BIEN... son travail.



ANNONCES DU PREMIER MINISTRE : UNE ANNÉE NOIRE POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SES AGENTS !

Le Sénat vient d'évaluer à 211 milliards d'euros les aides allouées aux entreprises sans contreparties, ni contrôle ni suivi !

*Alors que l'État soutient à bout de bras un capitalisme défaillant et destructeur du monde du travail et de la planète, le voilà une fois de plus épargné par « l'effort demandé à toutes et tous ». Ce serait au monde du travail, aux pauvres, aux malades, aux privés d'emploi, aux retraités, de payer l'addition. **Inadmissible !***

Les services publics sont à l'os ! Ils tiennent grâce à l'engagement quotidien au travail des agents publics. Pourtant, le Premier ministre annonce pour 2026, une baisse de la dépense publique de 44 milliards d'euros tout en augmentant de 6,5 milliards les dépenses militaires au nom d'une prétendue économie de guerre.

Alors que les inégalités ne cessent de progresser et de fracturer la société française, la Macronie veut encore dégrader les conditions de vie et de travail avec, entre autres :

- Une diminution des crédits allouée au financement de l'action publique, la suppression et la fusion d'agences, la suppression de 3000 emplois, le non remplacement d'un.e agent.e sur trois, le bradage du patrimoine immobilier de l'Etat et donc toujours moins de politiques publiques, de services publics et d'agent.es publics sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer.
- Une nouvelle augmentation des temps passés au travail avec la suppression de deux jours fériés s'ajoutant aux attaques portées contre le 1er mai.
- Un gel des traitements, des salaires, des pensions, des retraites, des promotions catégorielles.
- Un recul des crédits alloués aux politiques d'action sociale déjà largement sabrées.
- Une nouvelle dégradation de la sécurité sociale avec le déremboursement des médicaments, des « économies » sur les malades souffrant d'affections de longue durée qui ne seraient plus remboursés à 100 %.
- De nouvelles « ponctions » sur les revenus des pensionnés et des retraités.

Autant de mesures antisociales qui se feraient au détriment des droits et de la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyens et des usagers des services publics.

N'en jetez plus la coupe est pleine ! Nous ne devons pas et nous ne les laisserons pas faire. La Macronie ne saurait gouverner contre le monde du travail. Elle n'en a pas la légitimité.

L'Union fédérale des syndicats de l'État CGT en appelle aux agents publics pour débattre de leurs revendications et de la construction de l'indispensable mobilisation unitaire interprofessionnelle pour imposer d'autres choix.

De l'argent, il y en a. Allons le chercher en imposant une autre appropriation des richesses produites par le monde du travail !

SE SYNDIQUER !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :

Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez
directement sur l'image du cadre



Derrière le rideau de fer*

Accepter le recul de la puissance d'agir du syndicalisme ou le refonder ?

À la suite du Conclave qui vient de s'achever par une situation d'échec, il importe d'analyser la situation dans laquelle se trouve le syndicalisme. Son financement est une partie du problème pour réussir à revenir à des organisations militantes. À l'instar du financement des partis politiques, dont les aides publiques s'appuient sur le 1er tour des élections législatives, celui des syndicats pourrait reposer sur les élections professionnelles. Cela aurait l'avantage de la transparence, loin des combinaisons obscures, voire occultes.

Deux ouvrages pour ouvrir le débat

Sophie Binet a préfacé le livre *Les jours heureux*, programme du Conseil national de la Résistance avec un texte intitulé « Il est minuit moins le quart ». Puis Jean-Marie Pernot, ancien responsable syndical et ancien du Ceres, a produit le texte intitulé « Propositions pour le dernier quart d'heure ». Le débat est donc lancé.

Et bien, disons-le tout de go, ces deux textes sont un bon début. Il s'agit donc d'en débattre et d'en tenir compte. Mais est-ce suffisant ? Que nenni ! « Partir du réel pour aller vers l'idéal » reste une bonne ligne de conduite. Encore faut-il commencer par cerner tous les faits, l'ensemble du réel, sans esquiver ce qui fâche un tant soit peu les uns ou les autres. Sans chercher l'exhaustivité, cet article va élargir la critique engagée par ces deux textes et principalement par Jean-Marie Pernot.

Le syndicalisme doit redevenir un lieu de sociabilité désirable pour toutes et tous

Jean-Marie Pernot a raison de rappeler la nécessité pour le syndicalisme de **renouer avec les sociabilités populaires** que nous avons vues sur les ronds-points lors du mouvement des Gilets Jaunes. Dans certains pans du syndicalisme, ces sociabilités indispensables ont laissé place à une logique de clans qui fait fuir beaucoup de travailleurs et de militants venus vivre et travailler syndicalement dans le respect mutuel.

Dans d'autres pans, le syndicalisme est appelé à être une couverture de mise en valeur de groupes politiques sans respect des souhaits populaires.

Si l'alliance de l'aveugle et du paralytique n'a jamais fait un individu en bonne santé, la multiplication sans fin des structures syndicales nuit également à la satisfaction des revendications.

De la multiplication des organisations

Il n'existait que deux centrales syndicales au Front populaire, à la Libération. Cela a produit les plus grandes avancées syndicales et donc sociales. Aujourd'hui, dans certaines administrations publiques, le nombre de syndicats approche ou dépasse un nombre à deux chiffres. Et nous sommes en régression sociale. Qu'il y ait plusieurs centrales syndicales en fonction de lignes stratégiques différentes, on le conçoit bien. Mais qui a intérêt à faire croître autant que faire se peut le nombre de structures syndicales ? **On conçoit bien l'intérêt du grand patronat et des directions administratives néolibérales de la fonction publique : diviser pour régner est le nec plus ultra du management directorial dans le National Capitalisme Autoritaire.** Pour les salariés, plus le nombre de syndicats augmente, plus la démocratie sociale régresse.

Après le financement public des partis politiques, nous avons besoin du financement public des syndicats

Maintenant que nous savons que de nombreuses structures syndicales ont des budgets au sein desquels le montant des cotisations des salariés est minoritaire, le temps est venu de moraliser et de moderniser le financement syndical, en prenant le même principe que pour le financement public des partis politiques qui sont financés à partir des élections législatives. Il est très facile d'utiliser les élections professionnelles pour moderniser et moraliser le financement syndical et supprimer, comme pour le financement politique, les financements annexes non transparents.

Nécessité de renforcer les moyens matériels et financiers des unions locales syndicales

Les modifications sociologiques et la forte diminution des grandes unités industrielles nous commandent de développer l'action syndicale dans les petites et moyennes entreprises. Ce travail demande une modification du système de fonctionnement par une action locale plus forte pour aider au développement syndical dans ces entreprises. Ce travail ne peut pas être entrepris uniquement à partir des Unions départementales, des fédérations et des syndicats nationaux. Il va de soi qu'un renforcement de la démocratie dans ces structures est également indispensable.

Nécessité de refonder les imaginaires sociaux, les pratiques et les discours syndicaux

Dès la charte d'Amiens de 1906, la nécessité de pratiquer la double besogne était actée dans le mouvement syndical. L'articulation entre les revendications immédiates et le projet social global était largement nourrie par les imaginaires sociaux, qui permettaient alors de « partir du réel pour aller vers l'idéal ». Mais pour cela, il faut débattre. C'est comme cela qu'ont été construits les conquies sociaux du Front populaire et de la Libération. Aujourd'hui, il y a beaucoup moins de débats, de formations-débats et d'éducation populaire refondée que d'antan.

suite page suivante...

Derrière le rideau de fer*

...suite de la page précédente

Concernant les pratiques, **le syndicalisme doit renouer avec l'éducation populaire** refondée des assurés sociaux et avec la formation sociale et politique des adhérents. Quant aux discours, il convient qu'ils soient adaptés au public concerné et précis dans leur formulation. Là encore, une formation est nécessaire pour de nombreux responsables, à tous niveaux.

Nécessité de préciser les rapports syndicats-partis

Ce qui est nouveau depuis un quart de siècle, c'est que le « désaveu de la gauche de gouvernement est naturellement une raison majeure » de la perte d'espérance émancipatrice. Mais cet argument ne donne pas la clé de la reconstitution de cette espérance émancipatrice. Voilà pourquoi il faut revenir à des pratiques historiques, à savoir que le travail de double besogne doit avoir lieu aussi bien dans les partis que dans les syndicats. Oui, le travail syndical doit participer à la reconquête d'un **imaginaire idéal**.

Et il faut en finir avec l'idée qu'une fois que l'on construit un programme, le travail conceptuel est terminé. Car il ne suffit pas de dire que l'on veut aller au sommet de la montagne sans préciser par quelle voie on y arrive. Oui, il faut discuter du bout du chemin, mais aussi du chemin lui-même. La différence entre partis et syndicats n'est pas que le premier est le débouché politique du deuxième. Ils ne travaillent pas dans le même champ. La lutte pour le pouvoir de gérer un territoire, notamment avec le champ électoral et la démocratie politique, pour le premier ; la lutte sociale, notamment avec la démocratie sociale, pour le second. Tout empiètement de l'un sur-le-champ de l'autre fait augmenter l'exaspération populaire, comme lorsque la direction de La France Insoumise a voulu prendre la direction de la bataille des retraites.

Nécessité de mener la bataille culturelle

Heureusement, tout est rentré dans l'ordre rapidement, au simple regard des mobilisations respectives. Jean-Marie Pernot a raison de reprendre la distinction de Pierre Bourdieu dans *La misère du monde* sur le fait que le syndicalisme doit prendre en charge aussi bien la misère de condition que la misère de position. Mais, pour cela, il faut mener la bataille pour une nouvelle hégémonie culturelle via une éducation populaire refondée pour éviter que le ressentiment devienne « un empoisonnement psychologique ». Car c'est cet « empoisonnement psychologique » qui fait le lit de l'extrême droite, qui excelle dans le détournement des sujets « vers des causes secondaires ».

Aujourd'hui, ce ressentiment populaire contre la gauche de gouvernement doublé de l'idéologie dominante de l'extrême centre (« nos valeurs occidentales », « il faut diminuer les prélèvements des plus riches », « aider les entreprises » et « baisser les dépenses sociales ») est difficile à comprendre, comme le précise Jean-Marie Pernot. Et ce n'est pas le « surgissement du NFP » pour quelques semaines de processus électoral qui résoudra ce problème. Ce n'est pas la vocifération anti-RN qui les fera reculer, mais bien la constitution d'un contre-récit pour les endiguer. C'est le rôle de la bataille nécessaire pour une nouvelle hégémonie culturelle.

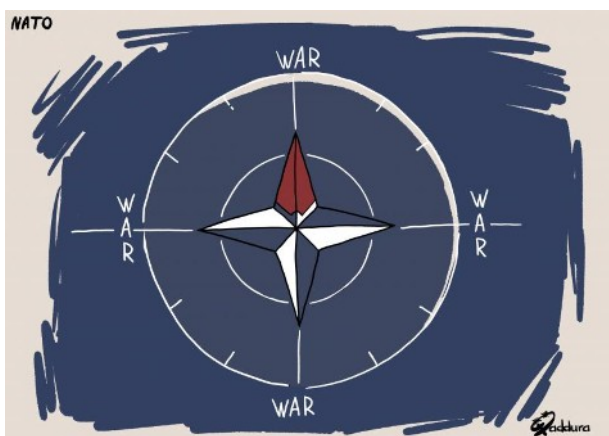
Plutôt que de partir du « programme » d'une gauche politique en état d'apesanteur, **la tâche politique du syndicalisme consiste à reconstruire ces liens qui resocialisent, au détriment des politiques du travail qui détruisent la société et les individus**. Prenons comme exemple la CGT, qui avait entamé à la fin des années 2000 une démarche dite « Travail et émancipation » qui a permis en une dizaine d'années de faire progresser la prise en charge de ces questions par des équipes conscientes de la nécessité d'élargir le périmètre des prises en charge syndicales. Ce chantier a été interrompu par la direction confédérale après le 52^e congrès en 2019, sans aucune explication.

De même, après avoir fait voter la Sécurité sociale intégrale, le Nouveau statut du travailleur salarié (NSTS) et la Sécurité sociale professionnelle (SSP), qui est un beau programme d'avenir, la CGT n'a pas poursuivi, notamment en montrant que l'Accord national interprofessionnel (ANI) de 2013 et la Protection sociale complémentaire (PSC) en cours de négociation en 2025 et 2026) vont à l'encontre de son projet voté en congrès. Il est à noter que la négociation de la Fonction publique territoriale est nettement moins bonne que celle de la Fonction publique d'État. Cela montre que les négociations sectorielles sont, pour les négociations interprofessionnelles, moins efficaces.

Démocratie et lutte contre la bureaucratisation

La synthèse des 400 000 cahiers de doléances envoyés par Internet lors du grand débat suite au mouvement des Gilets Jaunes montre bien qu'il n'y a pas de « ras l'hol fiscal », que **les demandes tournent autour de la démocratie, de l'école, de la Sécurité sociale et des services publics** (soit, pour un partisan de la République sociale, la sphère publique de constitution des libertés), ce qui ne correspond pas aux débats principaux chez les militants. Le syndicalisme doit prendre en charge, comme nous venons de le dire les misères de condition et de position et doit intégrer cette demande de démocratisation. Il suffit de constater que les élus internes dans les syndicats sont souvent des élus au X^{ème} degré (l'adhérent participe à l'élection du niveau 2, les élus du niveau 2 élisent les élus de niveau 3 et ainsi de suite). Il y a donc éloignement de l'adhérent avec les élus du degré X. D'où la tendance à la bureaucratisation, à la diminution du nombre de responsables intermédiaires avec des heures pour que les permanents puissent cumuler et avoir un poste de permanent complet. Il y a là un débat à avoir.

Derrière le rideau de fer*



Le Sommet de l'OTAN consacre le réarmement mondial, ne soyons ni chair à patron, ni chair à canon !

Réunis à la Haye, aux Pays-Bas, pour le sommet annuel de l'OTAN, les 32 pays membres de cette alliance militaire impérialiste brutale se sont engagés à consacrer 5 % de leur PIB à la défense et la sécurité d'ici 2035.

Cette explosion des budgets consacrés à l'armement et à la remilitarisation est historique, illustre la froide réalité du capitalisme en marche vers la guerre générale, et sera payée par les peuples (par l'impôt, la baisse drastique des dépenses "sociales", la dégradation des conditions de vie et de travail.

Preuve du très haut niveau d'interactions et d'interdépendances entre l'OTAN et l'Union européenne, un nouveau sommet entre les représentants des pays membres de l'UE s'est tenu dans la foulée de la grande messe otanienne afin d'harmoniser cet effort de réarmement XXL dans le cadre européen. Pour rappel, vingt-trois des Etats-membres de l'UE sont également dans l'Alliance nord-atlantique.

Cette coordination est une nouvelle illustration de la réalité de la guerre impérialiste en Ukraine qui est bien un conflit par procuration entre l'impérialisme américain et européen et la Russie. La volonté de poursuivre le démembrement de l'Europe orientale en intégrant l'Ukraine au sein de l'UE et surtout de l'OTAN, rêve éveillé des néoconservateurs et interventionnistes américains, français, britanniques, allemands... a accouché d'une guerre dont seuls les peuples frères russes et ukrainiennes payent le prix du sang au profit des milliardaires et oligarques.

En parallèle, les grandes puissances qui parrainent le gouvernement ukrainien, ont exigé, à l'instar des Etats-Unis mais aussi de la France, des accords léonins et asymétriques pour piller les terres rares et les autres riches ressources du sous-sol ukrainien.

Pour rappel, les précédents sommets de l'OTAN avaient consacré un renforcement spectaculaire de la présence des militaires de l'Alliance en Europe de l'Est. Entre 2017 et 2024, le Canada et les pays européens ont ainsi déjà relevé leurs dépenses militaires de 700 milliards de dollars. Nombre d'entre eux ont atteint l'objectif des 2 % du PIB fixé en 2014 par l'OTAN. C'est le cas de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. La Pologne détient le record européen, consacrant déjà 4,7 % de son PIB à l'armée.

Dans ce contexte de crise économique, de guerre commerciale, de guerres impérialistes ou néocoloniales, seuls les travailleurs et travailleuses peuvent arrêter cette course à la guerre, déjà enclenchée dans certaines régions du monde devenue la proie de l'impérialisme. Nul doute que les zones de tensions ou de guerre, à l'instar du Moyen-Orient ou de Taïwan, sont également des priorités pour l'OTAN et ses donneurs d'ordre.

Pour mettre un frein à cette politique, il faut s'attaquer à sa racine, le système capitaliste. Les travailleurs et travailleuses, sans lesquels le monde ne saurait tourner, ont la force, s'ils le souhaitent et mettent en action leurs volontés, d'arrêter les machines. Pour les salaires, pour l'interdiction de tous les licenciements, mais aussi pour la Paix et, par exemple, pour la sortie de la France de l'OTAN, la rupture avec l'UE, le retour de tous les soldats français stationnés à l'étranger.

Car, et c'est une certitude que nous apprend l'Histoire : "l'Ennemi principal est dans notre pays". Nous avons la capacité d'agir, en premier lieu, contre notre propre impérialisme. Mobilisons-nous pour que notre pays se désengage des guerres impérialistes !